



AGRESSION ET SEQUESTRATION D'EMMANUEL EKOULI, DIRECTEUR DE PUBLICATION
DE *LA VOIX DU CENTRE* ET CORRESPONDANT DE REPORTERS SANS FRONTIÈRES (RSF)
PAR DES INDIVIDUS ARMÉS A YAOUNDE-CAMEROUN

YAOUNDE-CAMEROUN: COMMUNIQUÉ DE PRESSE REDHAC N°0042/22/08/2024



Le 20 août 2024, Emmanuel Ekouli, Directeur de Publication de “*La voix du centre* et correspondant de Reporters sans frontières (RSF)” a été attaqué par trois individus armés à bord d’une moto alors qu’il rentrait à son domicile aux environs de 19h, au lieu-dit Abattoir Etoudi alors que son véhicule étant en panne.

Selon les sources dignes de foi, ses bourreaux l’ont renversé, avant de le trainer sur quelques mètres de goudron. Malgré ses cris d’alerte, ses agresseurs ont continué à lui infliger des supplices le frappant à coups de poings et de pieds en plein visage alors qu’il était au sol.

Emmanuel Ekouli, aura la vie sauve grâce aux témoins qui vont alors accourir pour lui venir en aide pour le conduire par la suite dans un centre hospitalier où il recevra 13 points de suture sur la tête.

En rappel

Le 9 juillet dernier, Emmanuel Ekouli avait été pris à partie par trois hommes à bord d’une moto au lieu-dit *Carrefour hôtel Le Paradis* à Ngousso, un quartier voisin d’Etoudi. Selon ses dires: « *Je voulais entrer dans ma voiture, j’avais même déjà ouvert la portière quand une moto est arrivée à vive allure avec trois personnes comme si elle voulait me cogner. J’ai refermé rapidement la portière pour lui céder le passage. Les gars de la moto m’ont frappé un gourdin et ont arraché mon sac où j’avais pratiquement tout: la carte grise de ma voiture, ma CNI, mon permis de conduire, ma carte de presse, ma carte bancaire, une carte de l’Institut français et un montant de 5 31 700 Fcfa* ».

De tout ce qui précède;



Le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) et sa Coalition Pays-Cameroun:

Restent très Préoccupés par la détérioration continue de la situation des Défenseurs des Droits Humains, des journalistes et des lanceurs d'alerte au Cameroun;

Gravement préoccupés par de nombreuses menaces, intimidations, représailles, surveillance en ligne que subissent les Défenseurs des Droits Humains, les Femmes Défenseures, les journalistes, les lanceurs d'alerte et les militants de la démocratie;

Rappellent également que les droits à la liberté d'opinion, d'expression, d'accès à l'information reconnus par la Constitution du Cameroun dans son préambule, par la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) et le Pacte International Relatif aux Droits Civils et Politiques (PIDCP);

Déplorent la détérioration de la situation de l'espace civique, et la montée de la violence et des discours de haine dans l'espace public;

Regrettent que malgré le dépôt par un sénateur au bureau du Sénat du projet de proposition de loi portant '*Promotion et Protection des Défenseur(e)s des Droits Humains au Cameroun*', aucune mesure n'est encore prise pour la protection légale des Défenseurs des Droits Humains comme l'a fait la République Démocratique du Congo (RDC) depuis 2023.

Ensuite, Le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) et sa Coalition Pays-Cameroun:

Condamnent avec la dernière énergie, l'agression et la séquestration de M. Emmanuel Ekouli, ainsi que les traitements inhumains et dégradants sans toutefois oublier les actes de torture qui lui ont été infligés par ces individus non encore identifiés;

Condamnent également la répression dont les Défenseurs des Droits Humains, les femmes Défenseures, les avocats, les journalistes et lanceurs d'alerte continuent de faire l'objet;

Demandent qu'une enquête impartiale et indépendante soit menée en vue d'identifier les auteurs présumés de cet acte odieux afin qu'ils soient jugés dans le respect de la loi;

Recommandent au Nations-Unies et à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples d'exhorter le Gouvernement de la République du Cameroun à:

Respecter, protéger et garantir la protection physique et la sécurité d'Emmanuel Ekouli, de ses proches ainsi que de l'ensemble des Défenseur(e)s des Droits Humains, Femmes Défenseures, journalistes, lanceurs d'alerte et militants de la démocratie conformément à la Constitution du pays et à ses obligations regionaux et internationaux qui font du Cameroun un État de droit.



Enfin, Le Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) et sa Coalition Pays-Cameroun demandent au gouvernement de:

Mettre un terme aux actes d'intimidation, de représailles et de harcèlement commis contre Emmanuel Ekouli en particulier; et en general sur tous les Défenseur(e)s des Droits Humains, les avocats, les journalistes, à travers par exemple la libération de toutes les personnes détenues pour avoir exercé leur travail légitime en faveur des droits humains;

Prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection légale des Défenseur(e)s des Droits Humains à travers l'adoption à l'Assemblée Nationale du projet de loi déjà déposé au bureau du Sénat portant "*promotion et protection des Défenseur(e)s des Droits Humains au Cameroun*".

SUIVEZ-NOUS

Tél. Fixe : Bureau (+237)233 42 64 04

MOB : (+237) 691 23 89 96/ 697 61 81 95

Facebook :RedhacRedhac

Twitter : @RedhacRedhac

Site-Web :www.redhac.info